

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Troyes, le 3 août 2023

Nos réf. : SAU/PPM/SP n° 23-166

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 juin 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**NORDEX FRANCE**

RUE ROBERT GALLEY  
AOO5  
10100 ROMILLY-SUR-SEINE

Code AIOT : 0100023545

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 juin 2023 dans l'établissement NORDEX FRANCE implanté RUE ROBERT GALLEY AOO5 10100 ROMILLY-SUR-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORDEX FRANCE
- RUE ROBERT GALLEY AOO5 10100 ROMILLY-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0100023545
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation visitée est le centre logistique utilisé pour les maintenances des éoliennes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Illégaux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Défaut d'autorisation	Code de l'environnement, article L512-1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
2	Bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement, article R541-45	/	Mise en demeure, déchets	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation effectuée du tri-transit-regroupement de déchets dangereux sans autorisation  
La consultation des bordereaux de suivi de déchets met en évidence que certains de ces bordereaux ont été rédigés de manière erronée et trompeuse par des exploitants éoliens et l'installation inspectée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Défaut d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L512-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Autorisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées s'est rendue sur site suite à une incohérence constatée dans les bordereaux de suivi de déchets de parcs éoliens.  Sur site, l'inspection a constaté la présence de déchets issus de plusieurs parcs éoliens, notamment des déchets solides type chiffons souillés, des huiles moteur (IBC de 1000l) et de liquide de refroidissement (IBC de 1000l).  L'exploitant déclare effectuer que son site constitue une plateforme logistique de maintenance de ces parcs éoliens, consistant entre autres à effectuer les opérations de maintenance, apporter des fluides neufs et à récupérer des fluides usagés pour massification, et envoi ultérieur dans des centres de traitement autorisés.  L'inspection a demandé à l'exploitant qu'il présente son compte Trackdéchets. Le site possède son propre numéro Trackdéchets, utilisé pour l'émission de certains déchets auprès d'un centre de traitement autorisé.  Il apparaît, au vu des registres de déchets consultés et des déclarations de l'exploitant, que l'exploitant fait transiter régulièrement plus d'une tonne de déchets dangereux sur son installation. La rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées mentionne qu'un site est soumis à autorisation si la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.  Le site ne possédant pas d'arrêté d'autorisation et n'ayant pas déposé de demande d'autorisation d'exploiter, il est en défaut d'autorisation.  Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Mme la préfète de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative, dans un délai d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

## N° 2 : Bordereaux de suivi de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R541-45
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b> Sur certains bordereaux de suivi de déchets consultés, il apparaît des incohérences en matière d'entité émettrice et réceptrice. Ces bordereaux sont trompeurs, car ils mentionnent un parc éolien comme émetteur et un centre de traitement autorisé comme récepteur. Hors, le site Nordex fait dans les faits office d'intermédiaire, qui n'apparaît pas dans les bordereaux.</p> <p>A noter aussi que les déchets des différents parcs éoliens sont regroupés sans autorisation de rupture de traçabilité : L'exploitant déclare massifier les déchets, notamment liquides, au fur et à mesure des campagnes de maintenance. Le bordereau final est parfois attribué au dernier parc éolien ayant subi une maintenance, quand l'IBC est complètement rempli, alors que le contenu de la cuve contient les huiles de plusieurs éoliennes.</p> <p>Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter ses obligations d'effectuer un bordereau de suivi de déchets conforme aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai d'un mois.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Mme la Préfète de transmettre un rappel à la loi par lettre préfectorale, aux parcs éoliens ayant effectué ces bordereaux de suivi trompeurs, en ayant omis de mentionner le site inspecté dans leur bordereau de suivi de déchets et en inscrivant sur ces bordereaux uniquement le site de traitement de ces déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

